

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

22 JUIN 2000

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR MME **CORNET D'ELZIUS**
APRÈS RENVOI
PAR LA SÉANCE PLÉNIÈRE

I. DISCUSSION APRÈS RENVOI EN COMMISSION

Le ministre de l'Intérieur intervient en soulignant qu'il y a lieu d'organiser un certain ordre dans un débat tellement délicat.

Ont participé aux travaux de la commission :

- Membres effectifs : Mme Lizin; présidente; MM. Daif, Dallemagne, de Clippele, Mmes De Schamphelaere, Leduc, MM. Lozie, Mahassine, Mme Van Riet, MM. Verreycken, Wille et Mme Cornet d'Elzius, rapporteuse.
- Membres suppléants : Mme de T'Serclaes, MM. Geens, Happart, Mme Kaçar, MM. Malmendier, Vandenberghe et Mme Willame-Boonen.

Voir:

Documents du Sénat:

2-258 - 1999/2000:

- N° 1: Proposition de loi de Mme Leduc et consorts.
N°s 2 et 3: Amendements.
N° 4: Rapport.
N° 5: Texte adopté par la commission.
N°s 6 à 11: Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

22 JUNI 2000

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW **CORNET D'ELZIUS**
NA TERUGZENDING
DOOR DE PLENAIRE VERGADERING

I. BESPREKING NA TERUGZENDING NAAR DE COMMISSIE

De minister van Binnenlandse Zaken merkt op dat een debat dat zo kies is, enige structurering behoeft.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

- Vaste leden : mevrouw Lizin; voorzitter; de heren Daif, Dallemagne, de Clippele, de dames De Schamphelaere, Leduc, de heren Lozie, Mahassine, mevrouw Van Riet, de heren Verreycken, Wille en mevrouw Cornet d'Elzius, rapporteur.
- Plaatsvervangers : mevrouw de T'Serclaes, de heren Geens, Happart, mevrouw Kaçar, de heren Malmendier, Vandenberghe en mevrouw Willame-Boonen.

Zie:

Stukken van de Senaat:

2-258 - 1999/2000:

- Nr. 1: Wetsvoorstel van mevrouw Leduc c.s.
Nrs. 2 en 3: Amendementen.
Nr. 4: Verslag.
Nr. 5: Tekst aangenomen door de commissie.
Nrs. 6 tot 11: Amendementen.

Différents amendements ont encore été déposés récemment, mais il est clair qu'ils ne critiquent que les derniers alinéas de l'amendement n° 4 du gouvernement.

Pour régler la procédure, il serait sage de partir de ce dernier amendement, quitte à ce que tous les autres amendements soient introduits en tant que sous-amendements à son texte.

L'auteur de la proposition veut surtout préserver ce qui a été acquis à l'issue de tant de longs débats échelonnés sur deux législatures.

Les critiques émises au cours de la séance plénière du 18 mai 2000 et selon lesquelles la commission aurait adopté la proposition dans la précipitation, ne sont pas fondées. Les débats ont été suffisamment extensifs et les phénomènes marginaux sur lesquels l'opposition a mis l'accent n'ont rien à voir avec la question qui nous occupe. Force est de constater que, si, pour atteindre le quorum, il a fallu inviter un sénateur d'une autre commission, c'est surtout parce qu'il y a trop peu de sénateurs par rapport au nombre de commissions.

Elle tient également à réagir brièvement à la remarque injustifiée selon laquelle sa proposition une fois adoptée, ouvrirait la porte à la construction de mausolées privés.

Contrairement à ce que certains membres de la commission ont toujours prétendu, il existe bel et bien des cimetières privés. Selon les renseignements qu'elle a pu recueillir, il y avait encore 211 cimetières privés familiaux, religieux ou autres en 1986 (cf. *Bulletin des Questions et Réponses*, Sénat, 11 août 1987, n° 44, pp. 2817 et suivantes). Tout porte donc à croire qu'il existe déjà une discrimination au détriment de ceux qui veulent faire inhumer des cendres dans un cadre privé et en faveur de ceux qui inhumant des corps dans un terrain privé.

Quoi qu'il en soit, accorder par une loi une autorisation générale de disperser, inhumer ou conserver des cendres en dehors des cimetières communaux revient à faire une différenciation dans les funérailles par rapport à l'inhumation, principalement pour des raisons de santé publique.

Il est évident que l'inhumation privée de cendres qui ne présentent pas le moindre danger nécessite moins de précautions prophylactiques que celle de corps en décomposition.

Cette circonstance spécifique permet à la législation d'accorder, pour la conservation, l'inhumation et la dispersion de cendres, des facilités particulières qui sont tout à fait exclues pour ce qui est de la conservation des cadavres.

Il n'y a pas, en l'espèce, de violation du principe de la proportionnalité entre le but et les moyens mis en œuvre. La Cour d'arbitrage admet la différenciation

Recent werden nog verschillende amendementen ingediend maar het is duidelijk dat daarin alleen de laatste leden van amendement nr. 4 van de regering bekritiseerd worden.

Het zou verstandig zijn om het regeringsamendement als uitgangspunt te nemen, ook al moeten alle andere amendementen dan ingediend worden als sub-amendement op die tekst.

De indienster van het voorstel wil vooral vrijwaren wat na zoveel lange debatten verspreid over twee zittingsperioden is verworven.

De kritiek in de plenaire vergadering van 18 mei 2000 als zou het voorstel in de commissie overhaast zijn aangenomen, berust op niets. De debatten waren voldoende extensief, en de enige randfenomenen waarop door de oppositie de nadruk werd gelegd, zijn naast de kwestie. Zo heeft het feit dat men, om aan het quorum te geraken, een senator uit een andere commissie moest vragen, vooral te maken met het te klein aantal senatoren in verhouding tot het aantal commissies.

Verder wenst ze ook even in te gaan op de onterechte opmerking alsof de aanvaarding van haar voorstel de deur zou openen naar privé-mausolea.

In tegenstelling tot wat sommige leden van de commissie altijd beweerd hebben, zijn er wel degelijk privé-begraafplaatsen. Volgens de inlichtingen die ze kon inwinnen, waren er bijvoorbeeld in 1986 nog 211 familiale, religieuze en andere privé-begraafplaatsen (cf. *Bulletin van Vragen en Antwoorden*, Senaat, 11 augustus 1987, nr. 44, blz. 2817 en volgende). Het lijkt er aldus op dat als er al discriminatie is, deze ten nadele is van degenen die de as privé willen begraven en ten voordele van degenen die de lijken in privé-grond begraven.

Wat er ook van zij, een algemene toestemming bij wet tot het verstrooien, begraven of bewaren van as buiten de gemeentelijke begraafplaatsen is een differentiatie in de lijkbezorging ten opzichte van de begraafing, die voornamelijk gestoeld is op redenen van volksgezondheid.

Het is evident dat voor de privé-begraafing van totaal ongevaarlijke as minder voorzorgen van profylactische aard moeten worden genomen dan voor rottende lijken.

Door deze specifieke omstandigheid vermag de wetgeving bijzondere faciliteiten te verlenen voor de asbewaring, -begraving en -verstrooiing, die zij geenszins kan waarmaken voor bewaring van lijken.

De schending van het evenredigheidsbeginsel tussen doel en aangevoerde middelen is hier niet aanwezig. Het Arbitragehof neemt dergelijke differentiatie

en question, malgré les doutes que M. Tobback a exprimés à ce sujet au cours de la séance plénière du 18 mai 2000 (voir, entre autres, A. Alen, *Handboek van het Belgisch Staatsrecht, Syllabusuitgave*, pp. 176 et suivantes).

Un membre tient à revenir brièvement sur le principe de l'égalité. Passe encore l'avis de l'auteur de la proposition selon laquelle ce principe n'a pas été violé du point de vue de la santé publique. Il n'empêche qu'il y a un autre aspect des choses que l'auteur ignore systématiquement, à savoir la question du traitement différent des cadavres, selon qu'ils doivent être incinérés ou non. L'égalité en ce qui concerne le lieu de l'inhumation constitue l'un des acquis fondamentaux de l'organisation de l'État belge.

Il ne faut pas oublier que la législation sur les sépultures vise à assurer non seulement la santé publique, mais aussi l'égalité de traitement en matière d'inhumation au sens large, et ce, dans un cimetière public.

Il s'agit d'un autre aspect du principe de l'égalité, qui ne peut pas non plus être perdu de vue, même s'il tolère quelques rares exceptions. La base de la réglementation légale est une égalité sur le plan idéologique.

M. Lozie a apprécié au plus haut point l'amendement n° 4 du gouvernement, parce qu'il réalise une intégration parfaite du texte de la proposition initiale dans l'article 24 existant de la loi de 1971 sur les sépultures. On peut prendre ce texte comme point de départ, mais tel qu'il est rédigé actuellement, il va, à ses yeux, un peu trop loin. Il juge trop large l'ouverture qui consiste à mettre l'urne à la disposition des proches parents et plaide pour une stricte limitation; il serait hasardeux, selon lui, de permettre l'inhumation ou la conservation dans un columbarium en dehors des cimetières officiels. La dispersion sur un terrain privé serait, quant à elle, acceptable.

C'est la raison pour laquelle il a, avec Mme Nagy, déposé l'amendement n° 5 (sous-amendement à celui du gouvernement).

Pour le surplus, il estime que la loi ne doit pas trop entrer dans les détails et qu'il faut laisser au gouvernement le soin d'assurer sa mise à l'exécution.

Une membre demande du temps afin de pouvoir réfléchir sur les nouveaux amendements déposés à l'instant même.

Elle comprend que l'inflation du travail parlementaire provoque un certain retard dans la réalisation de certains projets mis sur le métier.

L'opposition qu'elle a faite en séance plénière portait toutefois sur la méthode cavalière dont la présidente de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives traite le travail parlementaire.

aan, ondanks de twijfels die de heer Tobback daarover uitte in de plenaire vergadering van 18 mei 2000 (zie onder andere A. Alen, *Handboek van het Belgisch Staatsrecht, Syllabusuitgave*, blz. 176 en volgende).

Een lid wil toch nog even terugkomen op het gelijkheidsbeginsel. Het mag dan al zo zijn dat de indienster van het voorstel vindt dat dit beginsel niet is geschonden vanuit het oogpunt van de volksgezondheid. Dan nog zit daar een ander aspect aan vast dat de indienster systematisch verloochent, namelijk de verschillende behandeling van de lijken, naargelang ze al dan niet gecremeerd zijn. De gelijke plaats van teraardebestelling is een van de fundamentele verworvenheden van onze Belgische staatsinrichting.

Men mag niet vergeten dat de wetgeving op de begraafplaatsen niet enkel de volksgezondheid op het oog heeft, maar ook de gelijke wijze van teraardebestelling in de ruime zin, namelijk een publieke begraafplaats.

Dit is een ander aspect van het gelijkheidsbeginsel, dat evenmin uit het oog mag worden verloren, zelfs al zijn daar een paar zeldzame uitzonderingen op. De basis van de wettelijke regeling is gelijkheid op ideologisch vlak.

De heer Lozie heeft amendement nr. 4 van de regering ten zeerste geapprecieerd, omdat het een perfecte integratie bewerkstelligt van de tekst van het oorspronkelijk voorstel in het bestaande artikel 24 van de wet van 1971 op de begraafplaatsen. Vanuit deze tekst kan worden gewerkt. Zoals hij daar voorligt, gaat deze tekst hem evenwel ietwat te ver. De opening naar de nabestaanden toe om de urne ter beschikking te stellen vindt hij te ruim. Hij pleit voor een sterke beperking; begraven of bewaren in een columbarium buiten de officiële begraafplaatsen vindt hij gewaagd. Uitstrooien op privé-grond gaat wel.

Vandaar dat hij samen met mevrouw Nagy, amendement nr. 5 indient dat een subamendement is op dat van de regering.

Voor het overige vindt hij dat de wet niet al te veel in detail moet treden en dat men de uitwerking moet overlaten aan de regering.

Een lid vraagt tijd om te kunnen nadenken over de nieuwe amendementen die zijn ingediend.

Zij begrijpt dat de toename van het parlementaire werk zorgt voor enige vertraging bij de totstandkoming van bepaalde ontwerpen die op het getouw staan.

Haar verzet in de openbare vergadering had evenwel meer te maken met de onbetamelijke manier waarop de voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken en voor de Administratieve Aangelegenheden het parlementaire werk regelt.

Il est peu sérieux de prétendre que la commission doive précipiter sa réflexion sur un sujet si délicat.

Les nouveaux amendements déposés par Mme Leduc prouvent à suffisance que cette réflexion approfondie était bien nécessaire.

Quant au fond, ses observations vont dans le même sens que celles exprimées par un autre membre qui s'oppose en vertu du principe de l'égalité devant l'inhumation.

Cette dernière déplore surtout que la proposition ni les amendements nouveaux déposés par son auteur ne contient aucune sanction en cas de non-respect du devoir de bonne conservation des cendres à la maison.

Il est évident que si la première génération montrera encore du respect vis-à-vis des cendres contenues dans une urne, il n'en ira pas de même après la dislocation des familles par la suite. Il y aura de moins en moins de respect après quelques générations, quelques divorces, etc.

L'auteur de la proposition estime que cet argument est exagéré. Elle compte bien que les générations successives auront suffisamment de respect pour faire au moins le nécessaire en rapportant l'urne au cimetière communal, au cas où elles ne pourraient plus se charger de sa conservation.

De plus, il est absurde de ne pas vouloir voir la réalité européenne. Dans la plupart des pays voisins, la loi autorise la prise en charge privée de l'urne et il est donc parfaitement possible de contourner la loi belge si on le souhaite vraiment, en transportant à l'étranger les cendres du corps incinéré pour réimporter ensuite l'urne clandestinement en Belgique aux fins de dispersion ou de conservation.

Enfin, on ne peut oublier que notre tradition occidentale n'est pas la seule respectable. En Orient, la manipulation des cendres et des urnes est chose tout à fait courante.

Le ministre constate qu'en dépit des multiples amendements, il n'y a pas d'opposition fondamentale à l'encontre de la dispersion des cendres hors cimetière.

Il constate par ailleurs que le débat n'est pas seulement centré sur des considérations de santé publique, mais que des motifs idéologiques sont invoqués, entre autres pour refuser la privatisation des urnes.

Il propose que le gouvernement dépose un nouvel amendement comportant tout ce qui pourrait emporter le consensus. Le texte sera par ailleurs techniquement correct.

Les sénateurs peuvent ensuite déposer des sous-amendements à son texte.

Het is niet ernstig te beweren dat de commissie de bespreking van een zo kies onderwerp in aller ijl moet afwerken.

De nieuwe amendementen die door mevrouw Leduc zijn ingediend, bewijzen ten overvloede dat een grondige bespreking wel degelijk nodig was.

Haar opmerkingen over de inhoud sluiten nauw aan bij die van een ander lid dat bezwaren heeft wegens het beginsel van de gelijkheid ten aanzien van de teraardebestelling.

Dat laatste lid betreurt vooral dat noch het voorstel noch de nieuwe amendementen van de indienster voorzien in sancties bij niet-naleving van de verplichting om de as thuis zorgvuldig te bewaren.

Het is duidelijk dat de eerste generatie nog wel eerbied zal opbrengen voor de urne die de as bevat, maar later zal dat niet meer het geval zijn, ook mede door de ontwrichting van sommige gezinnen. Er zal steeds minder eerbied opgebracht worden na enkele generaties, enkele echtscheidingen, enz.

De indienster van het voorstel vindt dit argument ver gezocht. Ze vertrouwt erop dat de opeenvolgende generaties voldoende respect zullen opbrengen om minstens het nodige te doen om de urne terug te brengen naar de gemeentelijke begraafplaats zo ze de bewaring niet meer op zich kunnen nemen.

Bovendien heeft het geen zin zijn kop in het zand te steken voor de Europese realiteit. In de meeste ons omringende landen is de private toe-eigening van de urne bij wet toegestaan, en het is bijgevolg perfect mogelijk de Belgische wet te omzeilen als men dat echt wil, door de as van het gecremeerde lijk naar het buitenland te vervoeren en de urne daarna voor uitstrooiing of bewaring clandestien in België in te voeren.

Ten slotte mag men niet vergeten dat onze westerse traditie niet alleenzigmakend is. In het Oosten is het omgaan met as en urnen helemaal ingeburgerd.

De minister stelt vast dat er ondanks de vele amendementen geen fundamenteel verzet rijst tegen het verstrooien van de as buiten het kerkhof.

Hij stelt bovendien vast dat het debat niet alleen is toegespitst op de argumenten die verband houden met de volksgezondheid maar dat ook ideologische motieven meespelen, onder meer om de private toe-eigening van de urne te weigeren.

Hij stelt voor dat de regering een nieuw amendement indient waarover een consensus kan worden bereikt. De tekst moet overigens vanuit technisch oogpunt correct zijn.

De senatoren kunnen vervolgens op de tekst sub-amendementen indienen.

La commission accepte cette façon de procéder et le gouvernement dépose un nouvel amendement (n° 12), tout en retirant le précédent (n° 4).

Le sous-amendement n° 5 de M. Lozie et de Mme Nagy devient de ce fait sans objet.

Comme suite à cela, Mmes Leduc et Cornet d'Elzius retirent leurs amendements (n°s 6 à 11).

L'auteur de la proposition se réjouit du nouvel amendement gouvernemental et constate qu'il tient compte, dans une large mesure, de la critique qu'avait suscitée le texte adopté précédemment (voir doc. Sénat, n° 2-258/5), sans pour autant porter atteinte à la liberté du défunt de faire connaître sa volonté concernant la façon dont la famille est invitée à conserver ses cendres.

C'est la raison pour laquelle elle a retiré ses amendements (n°s 9 à 11).

Une membre se réjouit du fait que le texte du ministre contient des précisions nouvelles, afin de parer aux abus qu'elle entrevoyait, entre autres le manque de respect pour les cendres après le décès des proches.

C'est la raison pour laquelle elle a retiré ses amendements n°s 6 à 8.

Une autre membre convient que le nouveau texte du gouvernement répond au souci d'interdire tout usage commercial des cendres.

Ce que ce texte n'exclut toutefois pas, ce sont les monuments commémoratifs privés ou les pelouses privées destinées à recevoir des urnes ni non plus les columbariums dans des bâtiments spécialement aménagés à cet effet. À cet égard, elle craint surtout que les sectes ne puissent commettre des abus.

Nonobstant le principe que chacun doit pouvoir disposer librement de ses propres cendres par testament, la question reste de savoir comment faire un tel testament dans l'avenir. Une clause demandant, par exemple, la conservation perpétuelle de l'urne par la famille est impossible à garantir en pratique.

Un autre membre a encore des questions précises à poser, même après le dépôt du nouvel amendement gouvernemental.

1. Quel est le sort imparti à la volonté des testateurs qui veulent que leurs cendres soient dispersées à l'étranger ?

2. Quelle est la sanction vis-à-vis des familles qui ont une urne à leur disposition ? Cela suppose en effet une responsabilité des familles. Le texte proposé n'en contient aucune.

Un autre membre constate avec satisfaction que le texte actuel du gouvernement va plus loin que ce qui était prévu initialement.

Il peut approuver ce texte à la condition que l'ouverture que l'on fait maintenant en faveur

De commissie is het met deze werkwijze eens en de regering dient een nieuw amendement in (nr. 12) en trekt het vorige (nr. 4) in.

Subamendement nr. 5 van de heer Lozie en mevrouw Nagy vervalt daardoor.

Ten gevolge daarvan trekken de dames Leduc en Cornet d'Elzius hun amendementen in (nrs. 6 tot 11).

De indienst van het voorstel apprecieert het nieuwe amendement van de regering en stelt vast dat het in grote mate tegemoetkomt aan de kritieken die tegen de vorige aangenomen tekst was geuit (zie Stuk Senaat, nr. 2-258/5), zonder echter te raken aan de vrije wilsbeschikking van de overledene omtrent de wijze van bewaring van zijn as door zijn familie.

Dat is dan ook de reden waarom zij haar amendementen heeft ingetrokken (nrs. 9 tot 11).

Een lid verheugt zich over het feit dat de tekst van de minister nieuwe verduidelijkingen bevat die tot doel hebben de misbruiken waarop zij gewezen heeft, tegen te gaan, onder meer het gebrek aan respect voor de as na het overlijden van de naaste familie.

Daarom heeft zij haar amendementen nrs. 6 tot 8 ingetrokken.

Een ander lid geeft toe dat de nieuw tekst van de regering tegemoetkomt aan de bezorgdheid om elk commercieel gebruik van de as te zien verbieden.

Wat echter niet uitgesloten is, zijn privé-gedenksteden of privé urnenvelden, noch columbaria in speciaal ingerichte gebouwen. Ze vreest daarbij vooral de misbruiken vanwege de sekten.

Ondanks het principe van de vrijheid om per testament over zijn as te beschikken, blijft de vraag naar de afdwingbaarheid in de toekomst van zo'n testament. Zo is een clause die vraagt om de eeuwige bewaring van de urne in de familie, praktisch niet te waarborgen.

Een ander lid heeft ook na de indiening van het nieuwe regeringsamendement nog enkele vragen :

1. Wat gebeurt er als mensen in hun testament bepalen dat hun as moet worden uitgestrooid in het buitenland ?

2. In welke sanctie is voorzien voor families die zelf een urne bewaren ? Dit veronderstelt enig verantwoordelijkheidsbesef van die families. De voorgestelde tekst bevat geen sancties.

Nog een lid stelt met genoegen vast dat de huidige tekst van de regering verdergaat dan wat eerst was voorzien.

Hij kan zich ermee verzoenen onder voorwaarde dat de opening die nu gemaakt wordt voor alterna-

d'autres lieux de sépulture pour les urnes ne soit pas utilisée comme prétexte pour ériger les mausolées privés des châtelains dont M. Tobbacq a parlé dans son intervention lors de la séance plénière du 18 mai 2000.

C'est là un principe qu'il faut absolument respecter.

Une membre rassure le préopinant : les cendres sont inoffensives pour la santé publique, mais on ne peut pas en dire autant des corps. Pour des raisons de santé publique, il ne saurait être question de laisser tout un chacun enterrer librement le corps d'un membre décédé de sa famille dans un autre lieu que le cimetière communal.

Pour ce qui est de la dispersion des cendres à l'étranger, elle estime qu'il n'y a pas de problème.

Il s'ensuit que les personnes bien pensantes et tolérantes ne peuvent rien trouver à redire à cet amendement du gouvernement.

Un autre membre a écouté toute la discussion et ne peut que féliciter le ministre pour son amendement.

Personnellement, il n'est pas favorable au principe de l'inhumation libre des cendres, mais il est d'accord pour considérer que, dans la société actuelle, cette question doit être laissée au libre choix de chacun.

Il se contente de cette possibilité, à la condition qu'on dispose que les familles qui ne souhaitent plus conserver les cendres sont tenues de les rapporter au cimetière communal.

Cette proposition répond aux souhaits de plusieurs dizaines de familles qui désirent conserver les cendres chez elles et il respecte ce désir.

La liberté de ces familles est garantie et on a exclu la possibilité d'abus.

L'intervenant juge hypocrite l'observation émise par son collègue qui dénie cette liberté aux familles. En effet, il s'agit le plus souvent de gens ordinaires. Les exceptions relatives aux cimetières privés qui ont été citées au cours du débat concernaient généralement des personnes fortunées qui peuvent user de leur influence.

Un autre membre souscrit au principe de la liberté d'honorer les morts où on le désire.

Simplement, il se demande si c'est faisable par la voie de la présente proposition de loi, à la lumière des critiques formulées lors de la séance plénière du 18 mai 2000 concernant la possibilité d'une violation du principe d'égalité à l'égard des personnes qui choisissent d'inhumer le corps des membres de leur famille dans un domaine privé.

Il est vrai que l'auteur de la proposition affirme, en se fondant en partie sur le comportement des bien-pensants, qu'il ne peut y avoir de doute à ce sujet.

tieve begraafplaatsen van urnen, niet aangegrepen wordt om de privé-mausolea voor kasteelheren op te richten waarover de heer Tobbacq het had in zijn betoog tijdens de plenaire vergadering van 18 mei 2000.

Dit is een principe dat absoluut in ere moet worden gehouden.

Een lid stelt de vorige spreker gerust: terwijl as voor de volksgezondheid onschadelijk is, kan hetzelfde niet gezegd worden over lijken. Om redenen van volksgezondheid kan er geen sprake van zijn dat iedereen vrijelijk het lijk van een afgestorven familie-lid zou kunnen begraven op een andere plaats dan de gemeentelijke begraafplaats.

Wat het verstrooien van de as betreft in het buitenland, denkt ze niet dat er een probleem bestaat.

Weldenkende tolerante mensen kunnen dus tegen dit amendement van de regering niets inbrengen.

Een ander lid kan de minister alleen maar feliciteren met zijn amendement.

Persoonlijk is hij geen voorstander van het principe van de vrije begraving van as, maar hij gaat ermee akkoord dat men dit in onze huidige maatschappij moet kunnen overlaten aan de individuele vrije keuze.

Hij neemt er genoeg mee dat dit kan, op voorwaarde dat bepaald wordt dat de families die de as niet verder wensen bij te houden, deze zullen moeten terugbrengen naar de gemeentelijke begraafplaatsen.

Dit voorstel komt tegemoet aan de wensen van veel tientallen families die de as bij zich willen bewaren, en hij heeft daar respect voor.

De vrijheid van deze families is gewaarborgd en de deur is gesloten voor misbruiken.

Hij vindt de opmerking van zijn collega die deze vrijheid aan de families ontzegt hypocriet. Het gaat hier immers meestal om gewone mensen. De tijdens het debat geciteerde uitzonderingen in verband met privé-begraafplaatsen voor lijken wezen meestal in de richting van gefortuneerden die hun invloed konden aanwenden.

Nog een lid gaat akkoord met het principe van de vrijheid om doden te eren waar men wil.

Hij maakt zich enkel de bedenking of dit wel haalbaar is via dit voorstel, in het licht van de kritiek die tijdens de plenaire vergadering van 18 mei 2000 is geuit omtrent de mogelijke schending van het gelijkheidsbeginsel ten aanzien van degenen die opteren voor de begraving van het lijk van familieleden in privé-grond.

De indienster stelt weliswaar dat er hierover geen twijfel kan bestaan, en stoelt daarvoor deels op de weldenkendheid. Het is evenwel duidelijk dat hier-

Cependant, il est clair qu'une base légale efficace est indispensable pour cela et que le comportement précité ne suffit pas pour lui donner un fondement suffisant.

L'auteur de la proposition de loi renvoie une fois de plus à l'exposé qu'elle a fait et dans le cadre duquel elle a cité la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, de la Cour de cassation et de la Cour européenne des droits de l'homme pour démontrer que le fait d'introduire un traitement différencié, fondé sur des motifs raisonnables et convaincants, en l'occurrence, la santé publique, ne peut pas constituer une violation du principe d'égalité.

On peut adopter sa proposition de loi sur cette base. La Cour d'arbitrage prendra éventuellement position si une personne devait s'opposer à la proposition de loi en invoquant le principe d'égalité.

Une préopinante répète que la loi initiale sur les sépultures, qui date d'après la Révolution française, avait d'autres objectifs que la santé publique, à savoir garantir l'égalité de l'inhumation dans les cimetières publics.

Il est fort possible qu'en raison des progrès de la science, les funérailles connaissent une évolution telle que l'inhumation ne représente plus un danger pour la santé publique. À ce moment-là, on pourrait invoquer malgré tout le principe d'égalité pour admettre, par exemple, des mausolées privés.

Elle songe notamment au culte rendu à certaines vedettes ou encore aux gourous de sectes qui souhaitent inhumer leur corps dans un mausolée.

Les cas, auxquels un membre a fait allusion, des personnes ayant usé de leur influence pour être enterrées dans leur parc sont restés des exceptions.

L'auteur souligne une fois de plus que nous ne vivons pas en vase clos et que des pays qui nous entourent ont depuis longtemps déjà adopté le système qu'elle propose.

Bien entendu, on ne pourra pas empêcher la vénération en privé, mais cela restera de toute façon exceptionnel.

Pareille chose ne contrebalance absolument pas le souhait de nombreuses personnes qui désirent une solution de remplacement totalement inoffensive en matière de funérailles.

Le ministre prétend qu'il a, en déposant son amendement, essayé de concilier une série de valeurs honorables.

La santé publique est certes à prendre en compte dans le jugement de ce qui est possible. Mais il trouve tout aussi respectable que quelqu'un tende à exprimer son attachement à un défunt à l'abri de toute intrusion extérieure.

Il ne s'agit pas du tout d'une affaire de moyens financiers: une urne à conserver ne présente pas de

voor een afdoende wettelijke grondslag moet bestaan, en dat louter weldenkendheid daarvoor niet volstaan.

De indienster verwijst nogmaals naar haar vorige uiteenzetting waarin ze de rechtspraak van het Arbitragehof, het Hof van Cassatie en het Europees Hof voor de rechten van de mens citeerde om aan te tonen dat het gelijkheidsbeginsel niet geschonden kan worden door het invoeren van een gedifferentieerde behandeling die stoelt op een redelijke en afdoende grondslag, *in casu* de volksgezondheid.

Daarop voortgaande, kan haar voorstel aangenomen worden. Het Arbitragehof zal eventueel een standpunt innemen mocht iemand zich ertegen verzetten op grond van het gelijkheidsbeginsel.

Een vorige spreekster herhaalt dat de oorspronkelijke wet op de begraafplaatsen, die dateert van na de Franse revolutie, andere doelstellingen had dan de volksgezondheid te dienen, namelijk de gelijkheid van teraardebestelling te verzekeren op openbare begraafplaatsen.

En wie zegt dat, dankzij de vooruitgang van de wetenschap, de lijkbezorging niet zodanig kan evolueren dat begraving niet langer een gevaar betekent voor de volksgezondheid? Op dat ogenblik zou het kunnen dat het gelijkheidsbeginsel toch wordt ingeroepen om bijvoorbeeld privé-mausolea toe te staan.

Ze denkt daarbij aan vedettencultus of aan goeroes van sekten die hun lijk in een mausoleum willen hebben.

Personen die hun invloed aanwenden om in hun park te worden begraven en waarop een lid zinspeelde, zijn uitzonderingen gebleven.

De indienster benadrukt nogmaals dat de wereld ons huis is geworden en dat andere landen rondom ons reeds lang het door haar voorgestelde systeem hebben aangenomen.

Natuurlijk zal niemand privé-verering kunnen verhinderen maar dat zal hoe dan ook uitzonderlijk blijven.

Dit weegt geenszins op tegen de wens van vele mensen die van een alternatieve wijze van lijkbezorging houden die volledig onschadelijk is.

De minister verklaart dat hij in zijn amendement gepoogd heeft tal van eerbare waarden te verzoenen.

De volksgezondheid moet zeker in aanmerking worden genomen bij de beoordeling van wat kan. Hij vindt het evenwel even eerbiedwaardig dat iemand zijn gehechtheid aan een overledene wil uitdrukken zonder inmenging van buitenaf.

Het gaat hier helemaal niet om een zaak van financiële middelen: het bewaren van een urne is niet duur.

coûts. Il ne s'agit pas ici de seigneurs de châteaux, mais de familles normales.

Si la Cour d'arbitrage avait à se prononcer sur la présente proposition, elle pourrait constater les motifs de santé publique mais également le respect de la liberté de chacun selon des critères objectifs.

Il se déclare lui-même pourfendeur des sectes et se considère à ce titre comme peu suspect en la matière.

Il se rappelle le temps où il était membre lui-même du pouvoir législatif, et où il déposa une proposition de loi tendant à combattre les sectes, malgré les réticences émanant entre autres du CVP.

La conclusion en la matière est qu'il faut respecter la liberté, lorsqu'il n'y a pas de danger pour la société.

Au membre, qui se souciait d'une éventuelle extension de la loi en faveur de ceux qui désirent enterrer les cadavres dans une propriété privée, il tient à répondre qu'il n'en sera pas question, et qu'il peut avoir tous ses apaisements.

Quant à la demande concernant la possibilité de dispersion des cendres à l'étranger, il confirme que rien ne s'y oppose.

II. VOTES

Article 1^{er}

L'article est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Article 2

Le sous-amendement n° 13 est rejeté par 7 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 12 est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

De par l'adoption de l'amendement n° 12, les amendements n°s 1 et 2, redéposés en séance plénière du 18 mai 2000, deviennent sans objet.

L'article en son ensemble est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

VOTE SUR L'ENSEMBLE

L'ensemble de la proposition amendée a été adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

La rapporteuse,
Christine CORNET d'ELZIUS.

La présidente,
Anne-Marie LIZIN.

Het gaat hier niet om kasteelheren maar om gewone families.

Mocht het Arbitragehof zich moeten uitspreken over dit voorstel, dan zal het zeker het argument volksgezondheid in overweging nemen maar ook het respect voor de vrijheid van eenieder, gestoeld op objectieve criteria.

Hij beschouwt zichzelf als een vijand van sekten en terzake dus als onverdacht.

Hij herinnert zich de tijd dat hijzelf lid was van de wetgevende macht. Toen heeft hij een wetsvoorstel ingediend dat ertoe strekte de sekten te bestrijden ondanks de terughoudendheid bij, onder andere, de CVP.

Het besluit is dat de vrijheid moet worden gerespecteerd wanneer er geen gevaar is voor de samenleving.

Aan een lid dat zich zorgen maakte over een eventuele uitbreiding van de wet tot het begraven van lijken op een privé-eigendom, antwoordt hij dat het lid gerust kan zijn dat zoiets niet kan.

Hij bevestigt ook dat niets verhindert dat de as in het buitenland wordt verstrooid.

II. STEMMINGEN

Artikel 1

Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Artikel 2

Subamendement nr. 13 wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 12 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Doordat amendement nr. 12 is aangenomen, vervallen de amendementen nrs. 1 en 2 die in de plenaire vergadering van 18 mei 2000 opnieuw werden ingediend.

Het artikel in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

STEMMING OVER HET GEHEEL

Het geamendeerde voorstel in zijn geheel is aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Het verslag is goedgekeurd met eenparigheid van de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Christine CORNET d'ELZIUS.

De voorzitter,
Anne-Marie LIZIN.